

428
LA PENSEE DE SALAZAR

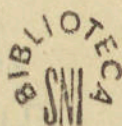
L'Atmosphère Mondiale
et les
Problèmes Nationaux

*DISCOURS PRONONCE PAR SON EXCELLENCE LE PRESIDENT
DU CONSEIL, LE 1^{er} NOVEMBRE 1957, AU MICROPHONE DE
LA RADIODIFFUSION PORTUGAISE*

SECRETARIADO NACIONAL DA INFORMAÇÃO
L I S B O N N E • 1 9 5 7

. 866

LA PENSÉE DE SALAZAR



L'Atmosphère Mondiale
et les
Problèmes Nationaux

*DISCOURS PRONONCE PAR SON EXCELLENCE LE PRESIDENT
DU CONSEIL, LE 1^{er} NOVEMBRE 1957, AU MICROPHONE DE
LA RADIODIFFUSION PORTUGAISE*



SECRETARIADO NACIONAL DA INFORMAÇÃO
L I S B O N N E • 1 9 5 7



J'ai suivi la campagne électorale avec toute l'attention possible. Comme au cours des précédentes, nous avons appris qu'il n'y a, chez nous, ni de liberté, ni d'administration, ni de gouvernement assurant la responsabilité des intérêts nationaux. Et tout cela a été appris parce que tout cela l'opposition a pu l'affirmer en toute liberté. Le peuple grelotte de froid, meurt de faim, étouffe parce qu'il ne peut respirer l'air libre des institutions démocratiques. En conséquence, la grande masse, la quasi totalité de la population est contre le gouvernement et le régime mais craint de le manifester. Et de cela on peut conclure que, si le corps électoral donne un démenti à l'opposition, le vote aura perdu son prestige.

Ces affirmations me paraissent exagérées et ne pas répondre aux réalités. Les membres de l'opposition ou des oppositions diverses qui se surpassent à ce point mènent tranquillement la vie qui leur plaît, mettent de l'argent de côté et jouissent de leurs revenus plus largement et avec plus de sécurité qu'auparavant, ils s'affirment et progressent dans leurs activités, ils élaborent et publient leurs travaux littéraires et scientifiques. Personne ne s'expatrie ni ne reste en exil volontaire sauf pour satisfaire ses intérêts personnels. Les étrangers entrent et sortent librement sans être accompagnés et, de la sorte, ils peuvent observer et

se rendre compte par eux-mêmes de la vie du pays. C'est pourquoi la campagne tendant à capter la faveur des pays étrangers m'a paru dépourvue d'utilité. Je n'ai pas trouvé, également, élégant qu'ils aient fait des déclarations répétées en se donnant l'air d'en appeler à des forces ou à des organismes internationaux, d'abord parce que la règle fondamentale de ces organismes est de ne pas intervenir dans la vie intérieure des Etats et il ne convient à personne qu'il s'écartent de cette règle ; ensuite parce que dans les occasions où nous avons dû nous y défendre à la sueur de notre front, ce ne fut pas pour nous disculper d'avoir péché en quoi que ce soit contre la démocratie mais simplement pour être le Portugal tel que nous l'avons hérité, tel que nous le possédons et que, naturellement, nous voulons tous le conserver.

On s'est livré à des critiques, des revendications se sont manifestées, des déficiences ont été soulignées. Etant donné que je suis indépendant, je puis dire que, moi, je souscrirais à plusieurs d'entre elles. Du reste, c'est nous qui avons fourni un aliment à une grande partie des discussions avec les études que nous avons prescrit de faire, les rapports publiés par les services, les statistiques officielles, les thèses présentées à nos congrès mêmes. Aussi, ce que nous avons entendu et lu, furent surtout des variations sur des sujets déjà traités, mais je me réjouis de ce qu'un grand nombre de problèmes nationaux intéresse une élite toujours plus large de la population et qu'elle s'autorise à se prononcer sur ces problèmes avec objectivité et en toute indépendance.

Une chose me paraît sérieuse dans toute cette façon de procéder, bien qu'elle ne sorte pas des limites de nos prévisions politiques. Ceux qui s'intitulent eux-mêmes démocrates ou démocrates-sociaux se sont méfiés des communistes et n'ont pas voulu se lier avec eux, mais ne se sont pas sentis en condition de participer aux élections ; quelques uns, cependant, se sont montrés disposés à suivre leurs directives et à obéir à leurs mots d'ordre. D'où il résultera que si l'évolution politique ne favorise pas l'organisation partisane, elle finira par dissoudre dans l'inaction les

forces qui passent pour démocratiques et condamner à l'inutilité les hommes de valeur qu'elles comptent et qui ne veulent pas collaborer. D'autre part, les communistes qui n'ont pas de passé parmi nous, n'y auront pas davantage d'avenir, étant donné que les circonstances continuent à leur être hostiles à l'extérieur et, qu'à l'intérieur, la teneur nationale et sociale de la politique portugaise a pour effet de briser dans leurs mains les armes avec lesquelles ils prétendraient se battre. Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de s'étonner ni qu'ils aient offert précipitamment leur alliance à tous ceux qui ont quelque motif de mécontentement ou d'opposition, ni de leur tendance — qui doit s'accroître — à se dissimuler derrière ce qui peut être considéré comme neutre ou humanitaire — la technique, l'économie, le bien-être social. Nous apprendrons à les connaître à leurs fruits; il nous serait, cependant, pénible et ce serait, en outre, hautement préjudiciable à l'avenir du Pays s'ils emmenaient dans leur sillage de jeunes intelligences et des âmes ardentes, qui ne sont coupables d'aucun péché contre la Patrie mais seulement d'irréflexions ou d'agitation d'esprit excessive.

I

Il me paraît impossible de juger dans une certaine suite d'idées ne serait-ce que les points les plus saillants présentés par les candidats de l'opposition comme des aspirations nationales qui s'imposeraient à des gouvernements futurs. Et cette impossibilité provient de ce que ces points me produisent l'effet d'être disparates, disproportionnés et contradictoires, comme du reste c'était à prévoir étant donné les différentes écoles philosophiques ou politiques d'où ils tirent leur origine. Mais comme l'abstention presque générale qui s'annonce a le sens d'un abandon des programmes et que c'est le nôtre qui doit être exécuté, je préfère, dans ces conditions, me borner à indiquer les circonstances au milieu desquelles, dans les temps tout proches, vont se développer la vie et les intérêts de notre communauté nationale.

En résumé, on peut dire que l'atmosphère internationale est dominée par la puissance de la Russie et par sa politique; la désagrégation afro-asiatique et l'anticolonialisme; le progrès économique et le désir véhément d'améliorer le niveau de vie des peuples. Tous les autres problèmes dérivent de ceux-là et leurs limites sont définies et leurs solutions déterminées par les lignes générales entre lesquelles ils doivent évoluer.

La Russie d'aujourd'hui est née de la révolution soviétique mais n'est pas la fille du communisme. Voici ce que je veux dire par là. Je ne nie pas que les auteurs de la révolution aient eu l'intention de créer une société communiste. Mais comme les réalités ont démontré que le communisme était une doctrine antinaturelle et irréalisable dans la pratique, les dirigeants ont utilisé la force et le mécanisme de la révolution pour donner l'impulsion qui se vérifie dans de nombreux secteurs de la vie soviétique. En mettant habilement à profit les circonstances favorables et aussi la maladresse des pays étrangers, la Russie a réussi à se constituer telle qu'elle est aujourd'hui — une grande puissance militaire, politique, industrielle qui lance des défis et essaye, à grandes enjambées, d'atteindre le niveau des plus grandes puissances économiques de l'Occident.

Sans qu'il soit possible de nier qu'elle ait obtenu beaucoup de succès d'ordre social, la révolution, par ses réalisations et ses méthodes, a démontré qu'elle s'était vidée de ce qui aurait dû être son essence et son but. En vérité, la puissance russe a été payée par les peuples en souffrances indicibles, en dominations cruelles, en exterminations catastrophiques, en famines ou en restrictions dans l'ordinaire de la vie. Si le mouvement a pris naissance pour servir l'homme, il s'est développé en fin de compte pour servir et accroître la puissance de l'Etat. Le communisme, en tant que doctrine, continue à être brandi comme un drapeau, expression ou espérance d'une révolution sociale à accomplir, surtout dans les pays étrangers empêchés par la distance de contrôler sur place le phénomène. Mais l'impossibilité d'appliquer les prin-

cipes et les expériences faites, dans les pays satellites, de la domination des partis affiliés, donnent l'impression d'avoir considérablement diminué sinon tari sa puissance d'expansion.

De sorte que ni la victoire militaire et l'habile exploitation de cette victoire, ni le développement des industries de base ou de guerre, ni l'activité politique de l'Etat russe et son agrandissement territorial ne paraissent devoir quoi que ce soit au communisme; mais ils doivent beaucoup à l'équipe qui s'est emparée du pouvoir, à ses idées sur le gouvernement et au régime politique dans lequel il lui fut donné de travailler. La supériorité de l'organisation politique, qui se traduit dans l'unité de direction et dans le pouvoir de décision ou de réalisation, ne peut être transplantée telle quelle dans les autres Etats, pour des raisons diverses à cause de leurs constitutions propres qui présentent d'autres avantages; mais elle ne peut être niée et il y a lieu de l'avoir toujours présent à l'esprit à titre d'enseignement.

Si nous ne nous trouvons plus donc, à mon avis, en face d'un credo en voie de se répandre, nous nous trouvons en face d'un empire dans une phase d'expansion, phase comme il s'en est produit d'autres au cours de l'histoire de ce pays. Or une puissance en voie d'expansion ne trouve pas sa limite en elle-même et elle n'est limitée que par le jeu des forces extérieures qui lui sont opposées.

C'est en vertu de cette idée qu'un grand nombre de pays puissamment soutenus par les Etats Unis, ont résolu d'unir leurs forces pour s'opposer à l'expansion russe. Malgré des défauts nombreux de ces organisations, il est devenu patent que son avance se trouvait barrée sur la route de l'Atlantique. Nous voyons maintenant que le torrent s'en détourne et, mettant à profit les difficultés ou faiblesses du Moyen-Orient, il s'y installe et c'est de là qu'il essayera de poursuivre son avance. La désintégration afro-asiatique où ceux qui prétendent à dominer l'Afrique noire s'associent aux efforts russes, en vue de l'héritage africain, travaille dans le même sens. On a enregistré de nombreuses protestations de fidélité à l'Occident et il n'y a pas lieu de les

tenir en suspicion. Ce qu'on doit avoir présent à l'esprit est que tout ce que la Russie n'a pu conquérir représente un gain pour elle si elle le fait perdre aux autres.

Le progrès spectaculaire des industries de guerre dans les grandes nations paraît avoir rendu impossible une troisième guerre mondiale pour assurer l'expansion de la puissance moscovite. En raison de ces circonstances, les dirigeants russes eux-mêmes ont proclamé que la réduction des dépenses militaires qui, actuellement, écrasent les économies, à commencer par la leur, était très favorable au progrès et au bien être des peuples. Il n'y a pas de divergences sur ce point, et, dans ce sens, nous pouvons tous nous proclamer pacifistes. Seulement, un accord militaire me paraît éloigné parce que la Russie, comme je l'ai affirmé plus d'une fois, ayant gaspillé son capital de crédit se trouvera difficilement en condition de négocier : par dessus tout, c'est seulement à la dernière limite qu'elle se défera des atouts dont elle dispose actuellement.

Avec ou sans accord, la lutte pour la puissance fera usage d'autres méthodes. Là où l'idéologie ne réussit pas et où les armées ne font pas l'affaire comme véhicules d'un pouvoir d'hégémonie, surgiront des combinaisons politiques, les violations du droit, l'intrigue souterraine, l'action économique, l'insurrection. La lutte s'acheminera — et il est visible qu'elle s'achemine déjà — vers des plans variés. Et, dans des conditions semblables, il serait indispensable que l'Occident eût une orientation et fût prêt à définir et à mener une politique. Voilà la grande question. Espérons que les hommes qui sont, en fait, responsables des destins de ces peuples lui donneront une solution.

Les considérations ci-dessus n'intéressent pas les communistes qui ont une foi, obéissent à une discipline et reçoivent de l'extérieur leurs consignes et leurs subsides. Ceux-là qu'ils en aient ou non conscience, ont brisé les liens qui les rattachaient à la Patrie et continueront à agir comme s'ils étaient au service de la vérité et du bien de chacun de nous. Mais il y en a d'autres qui, ayant conservé la liberté de penser et d'agir se sentent encore

prisonniers par le sang de la communauté nationale et, par l'intelligence ou par le sentiment, d'une certaine civilisation.

Ceux-ci doivent comprendre que l'une et l'autre continuent à courir de gros dangers et qu'on ne peut d'avance fixer une limite aux efforts à faire pour venir à bout de ceux qui les menacent.

II

Un des vents dominants qui souffle sur le Monde est celui de l'anticolonialisme. Ce dernier refuse à certaines puissances le droit d'administrer et de civiliser des territoires non limitrophes — il paraît que c'est là toute la question — et va jusqu'à nier les bienfaits particuliers de l'action colonisatrice.

Le soviétisme a arrêté sa position sur la question pour des raisons qui ont trait à la stratégie de la révolution communiste ou à l'expansion de l'empire russe. Mais le mouvement se conjugue avec l'appui de beaucoup d'autres qui lui sont liés par suite du rappel de raisons historiques ou de l'influence d'idéologies mal définies. Ces derniers doivent se demander si, au lieu de libérations généreuses, ils ne sont pas en train, dans certains cas, d'encourager la pénétration d'influences qui cherchent précisément la ligne de moindre résistance des indépendances fragiles.

Ce qui est en cause, pour le moment, c'est uniquement la souveraineté de certaines puissances européennes sur les territoires africains, étant donné qu'on peut affirmer que l'Asie est presque complètement libre de toute direction politique européenne. C'est de ce côté que les attentions, par dessus tout, se tournent et, c'est surtout avec ce but que la campagne se transforme en une organisation ayant sa structure propre.

Or, si l'on envisage la colonisation comme un procédé de mise en valeur économique de territoires soumis à ce régime, ainsi que de l'ascension subséquente des masses populaires envisagées à des formes supérieures d'organisation sociale et de gouvernement, on ne rencontre pas une solution unique des questions que le phéno-

mène provoque et on peut distinguer au moins trois grandes orientations.

C'est ainsi que l'Angleterre s'est orientée vers une indépendance complète des territoires en s'efforçant de les maintenir au sein de la communauté. Ce processus est facilité par le caractère traditionnel de la colonisation britannique, où le métissage est inexistant et le peuplement de la population blanche en général assez clairsemé. Une fois définis les cadres de l'administration occupés par des éléments aborigènes, la question de la déclaration d'indépendance ne présente pas de difficultés d'importance. On n'en dira pas de même de ces régions où l'Européen s'est installé sur une grande échelle, organise et dirige le travail et constitue l'ébauche plus ou moins poussée du gouvernement local. Dans ce cas, la proclamation éventuelle en Etat indépendant sera vue sous un jour différent par des pays comme les Etats Unis et l'Union Indienne, par exemple, parce que ceux-là auront tendance à considérer l'émancipation du colonisateur, tandis que celle-ci n'y verra pas l'émancipation du colonisé.

La France s'engage dans une autre voie — la formation d'Etats fédérés avec la métropole française. Telle paraît être l'orientation définie, bien qu'en ce moment on ne puisse pas dire qu'il existe ici ou là un Etat parfait membre de l'Etat fédéral, tel que nous le connaissons en Amérique ou en Europe.

Quant à nous, la voie suivie se définit par une ligne d'intégration dans un Etat unitaire, formé de provinces dispersées et constitué de races différentes. Il s'agit, si j'interprète correctement notre histoire, d'une tendance séculaire, ayant sa source dans une forme particulière de la manière de nous comporter avec les peuples d'autres races et couleurs que nous avons découverts et auxquels nous apportâmes avec notre organisation administrative, la culture et la religion communes aux Portugais, les moyens mêmes d'accéder à la civilisation. C'est seulement au niveau de cette dernière que peut se trouver le critère de différenciation du régime juridique à attribuer aux uns et aux autres. En outre l'assimilation des territoires à des provinces, la représen-

tation de ces diverses parties dans l'unique assemblée représentative et l'interchangeabilité des agents de l'administration entre tous les territoires sans tenir compte de l'origine et de la race sont les traits dominants du système.

Cet essai de classification n'entend pas instituer des comparaisons ou des critiques, car l'histoire seule permettra un jugement. Nous croyons qu'il y a des races, décadentes ou arriérées, comme on voudra, vis à vis desquelles nous devons assumer la tâche de les appeler à la civilisation — travail de formation humaine qui doit être accompli avec humanité. Que nous l'entendions et le pratiquions de la sorte est prouvé par le fait qu'il n'existe pas de réseau de haines ou des organisations subversives qui s'appêtent à nier la souveraineté portugaise et se disposent à s'y substituer. Ce fait, connu et rapporté par tous les observateurs, doit être lié à la manière de se comporter, essentiellement humaine qui est partout celle du Portugais à l'égard de l'indigène, allant jusqu'à une interpénétration de cultures, quand on pouvait dire qu'il existait une culture locale.

Contre la conception portugaise des provinces d'Outre Mer, on a présenté l'objection de la séparation géographique, du manque de contiguïté territoriale. L'argument ne peut être décisif du fait que, dans l'Atlantique, les Açores sont des îles adjacentes, que le Cap Vert aspire au même régime et étant donné qu'il y a de nombreux Etats qui sont constitués par des parties plus éloignées entre elles que Lisbonne ne l'est de certaines des provinces d'Outre Mer. Il s'agit là de faits ou de créations historiques qu'on essaierait en vain de faire entrer dans des théories schématiques.

*

*

*

Si une des plus évidentes réalités de notre temps est la formation d'un grand nombre d'Etats indépendants, une autre est l'aspect qu'ils nous offrent d'un nationalisme parfois exalté et exclusif. Il faut y voir certainement le rejeton de cette pépinière

de haines au milieu desquelles la libération a dû s'effectuer, s'agissant ainsi de mouvements passionnels qui, espérons-le, seront transitoires et de peu de durée. Le pire est que, pour cette raison, on est en train d'empêcher de trouver, dans ces États, une solution à leurs problèmes économiques et par conséquent, politiques. Comme il s'agit là d'une tâche qui s'étend sur de grandes zones, il vaudra, peut-être, la peine de donner à la question un moment d'attention.

Un nationalisme constructif et disposé à collaborer devait se déclarer satisfait à une condition : l'intégration dans l'économie nationale des facteurs — technique, capital et travail — qui s'approprient à la mettre en valeur. A part cette réserve, toutes les autres garanties supplémentaires me paraissent devoir jouer contre les intérêts du Pays dans la même mesure où ils jouent contre les intérêts étrangers. Je suis en train de raisonner en supposant que les facteurs de production qui ont été amenés pour la mise en valeur économique d'une région ou d'une nation, sont d'origine privée, ou s'ils sont d'origine publique, sont accompagnés de certaines garanties. Je crois que tel sera l'état de la question pendant fort longtemps. L'idée que les peuples considérés comme riches doivent mettre gratuitement à la disposition de la communauté internationale les capitaux nécessaires au développement des divers pays est si loin des principes de l'organisation et de l'opinion commune, qu'elle ne pourra pas constituer, pour le moment, une solution pratique. Les fonds destinés aux améliorations, investissements, etc., distribués par les organismes internationaux sont si réduits par rapport aux besoins existants, qu'on doit plutôt les considérer comme des gestes de bonne volonté, ayant la valeur de ce qu'un cadeau représente dans la vie de tous les jours, plutôt que comme un moyen efficace pour résoudre les difficultés.

Or, le recours à des capitaux et facteurs privés implique le problème des garanties et des compensations. Les nouveaux nationalismes réagissent violemment contre les exigences économiques et les compensations politiques qui diminuent ou portent

atteinte à la pleine capacité de décision de leurs gouvernements. Ce n'est pas nous qui nous en étonnerons ou qui leur refuserons le droit de rejeter des conditions de ce genre, mais il y a un minimum au dessous duquel on ne descendra pas — c'est la limite représentée par l'efficacité et le sérieux de l'administration publique, bases sur lesquelles reposent la stabilité des conditions économiques et la rentabilité des capitaux. Cela, au fond, veut dire qu'il existe une souveraineté qui en réponde. En dehors de cette ligne de conduite, ou bien l'on ne fera rien ou bien on n'échappera pas à de nouvelles formes d'impérialisme, mais, sous ce nom ou sous un autre, le phénomène réapparaîtra.

Et c'est là la raison pour laquelle me paraissent inconsistantes beaucoup des aspirations ou des requêtes présentées aux organismes internationaux, illusoires beaucoup d'espérances, et démesurées beaucoup d'ambitions. Deux ou trois pays peuvent, à l'heure actuelle, entrer en compétition pour les libéralités accordées dans ce domaine — la Russie disposant de plus de possibilités pratiques que les autres nations d'une structure économique différente. Cela peut continuer à être fait dans des buts particuliers; mais les exigences de l'économie mondiale lorsqu'on lui donne précisément pour but l'augmentation indéfinie du niveau de vie de la population du globe ne peuvent être raisonnablement satisfaites dans les limites naturellement restreintes de ces compétitions.

Voilà la raison pour laquelle l'émancipation ne peut se dispenser de représenter majorité et conscience, aptitude à organiser le travail, conditions permettant d'accomplir du point de vue international les devoirs qui ont été assumés, sans quoi nous y trouverons la source de nouvelles servitudes. L'économie fait trop partie de la vie pour qu'on puisse s'imaginer qu'elle ait la faculté de se désintéresser de la politique ou cette dernière de l'économie, si l'on préfère. Non. Les grandes réalités que sont les nécessités humaines, le travail, la production, imposent des limites à l'action des hommes, et les idéologies ne suffisant pas pour rassasier la faim des peuples.

La France continue à être le principal fournisseur de capitaux et de technique pour les pays sur lesquels s'étend sa souveraineté, ou qui, s'ils s'en sont libérés, vivent encore sur les liens d'intérêts résultant d'un passé récent. Tout ce qui constitue encore la Communauté Britannique ou est soumis à la souveraineté britannique, continue à disposer à Londres de l'appui économique et financier possible. Et il est bien qu'il en soit ainsi, parce que lorsqu'on s'est aperçu que la rupture des liens politiques provoquait le relâchement des liens économiques et financiers, ou parce que toute garantie de solvabilité avait disparu ou en raison de l'éveil de sentiments agressifs qui rendirent la collaboration impossible, on ne vit pas comment il pouvait être porté remède à la situation. Il y en a tant d'exemples récents que, certainement, chacun les a sous les yeux.

En résumé, je veux dire que tout ce vent d'agitations ou de subversion qui balaie le Monde et ne favorise pas la maturité et les conditions de vie des peuples qu'il vise, court le risque de ne satisfaire en beaucoup de cas que des ambitions, mais sans postuler pour cela la satisfaction des nécessités que ces ambitions impliquent. Il déclenche des mouvements passionnels qui peuvent aller jusqu'à donner l'impression d'être invincibles, mais laissent sur leurs traces des problèmes qu'ils sont impuissants à résoudre par leurs propres moyens.

*

* *

Revenons à l'anticolonialisme.

Mis à part le ressac de la vague mondiale qui pourrait atteindre les provinces ultramarines portugaises et contre lequel nous devons nous défendre, les campagnes qui nous touchent spécialement proviennent de l'Union Indienne, secondée par certains Etats communistes. L'Union Indienne vise essentiellement Goa, mais les attitudes qu'elle prend et ses ambitions connues vont bien au-delà du petit Etat de l'Inde.

Il y a longtemps que je ne parle pas de ce problème; il a été suffisamment éclairci pour qu'il fût nécessaire de revenir sur cette affaire, et le premier ministre de l'Union Indienne préfère certainement prendre son inspiration dans la presse fantaisiste de son pays et dans sa non moins fantaisiste radio plutôt que de venir boire la vérité à nos sources. La question, au moment actuel, peut se réduire au schéma suivant: intérieurement, le gouvernement de l' Union Indienne a concentré, et a cherché à mener par l'intermédiaire de ses agents, l'action, au début dispersée, de la propagande et du terrorisme sur les frontières de Goa; internationalement, comme cela ne suffisait pas, il y a de longs mois que l'Union s'emploie à poursuivre deux objectifs — démontrer que ce sont les habitants de Goa qui se révoltent contre la prétendue domination portugaise; disposer le Monde en sa faveur contre la présence du Portugal dans l'Inde.

Tout le monde se rappelle que ce qui a été baptisé mouvement de libération de Goa est né à l'extérieur et s'est répandu vers l'intérieur jusqu'à la triste liquidation des «satyagrahis». La démonstration d'un mouvement intérieur vaste et irrésistible s'est heurtée aux difficultés suivantes: les victimes sont des citoyens de l'Union Indienne; les attentats sont préparés dans l'Union Indienne; c'est en Union Indienne qu'ils ont leur point de départ; c'est là que sont accueillis, sous la protection officielle, les terroristes qui ont manqué leur coup ou ceux qui l'ont réussi, ainsi que leurs blessés et leurs morts.

Les dernières saisies de matériel faites déjà à l'intérieur du territoire prouvent cependant que l'Union Indienne a réussi à corrompre, par les méthodes connues, certains habitants de Goa; mais ce qu'elle entendait faire apparaître aux yeux du Monde comme une explosion violente des haines refoulées à Goa durant des siècles contre le Portugal ne sont que des flammèches attisées de l'autre côté de la frontière. Goa et ses habitants non seulement manifestent leur hostilité contre le voisinage incommode de ceux qui se disent leurs frères, mais ils entendent que ceux-ci les laissent continuer à vivre de leur vie tranquillement à l'ombre du

drapeau portugais. Il y a, en outre, une preuve écrasante des sentiments de fidélité voués au Portugal: l'Union Indienne la détient dans son propre territoire, en la personne des 80.000 originaires de Goa habitant Bombay. On sait qu'ils ont été dépouillés, et comment ils ont été dépouillés, de leurs petits journaux et comment sur leurs associations et leurs petits intérêts s'est abattue toute la gamme des formalités bureaucratiques vexatoires et menaçantes. On les persécute, on les attaque et on les emprisonne; on organise pour eux des réunions politiques; les tentatives de capter leur confiance se multiplient: on paye les transfuges. Et la masse se maintient fidèle comme au premier jour.

Partout où travaille un originaire de Goa, un émissaire de l'Union Indienne entre en action pour lui faire perdre sa foi patriotique, et nous savons qu'il y réussit bien rarement. L'Union au cours de sa campagne dans les Etats auprès desquels elle est représentée, continue obstinément à chercher un appui moral et à proclamer notre tort et notre entêtement. Il y a quelques semaines, M. Menon en appela même à la bonne volonté de plusieurs grandes nations qui devaient aider à nous convaincre. L'appel ne m'a pas paru habile, parce que les Etats Unis, l'Angleterre et la France sont précisément des pays pour lesquels la vie internationale repose sur la reconnaissance d'un état de droit et dans son observance. Les choses étant telles, ces pays étaient ceux qui pouvaient le moins agir dans ce cas, car il n'y a pas de doute que nous nous trouvions devant une souveraineté clairement établie et que tous sentent avoir le devoir de respecter.

L'appel à un tribunal international ainsi que nous l'avons fait, afin qu'il précise une situation juridique, est compris par tous et ce sera certainement un service rendu à la paix que des organismes de cette importance ne se refusent pas à exercer leur juridiction particulière. Mais les attaques continuelles au Parlement et dans les réunions politiques de l'Union, aux Nations Unies, auprès des gouvernements et sur d'autres tribunes, ne peuvent que couvrir une hostilité mal assurée de son droit et contraire aux principes sans cesse défendus de coexistence pacifique.

Dans leurs déclarations, les responsables répètent que la province de Goa sera un jour délivrée par des moyens pacifiques. L'espèce de libération sous entendue est, cependant, un peu obscure parce que les discours où la libération signifie indépendance ont alterné avec d'autres où elle signifie intégration pure et simple dans l'Union Indienne. D'ores et déjà, nous savons que les moyens pacifiques sont compatibles avec le blocus économique, l'interdiction de transferts, la coupure des communications par chemin de fer, le boycottage des navires qui cherchent à entrer dans les ports, la fermeture des frontières, la saisie dans nos eaux territoriales des bateaux de pêche et même avec le refus de payer des pensions d'invalidité ou de guerre, tenues, dans le monde entier, pour des dettes sacrées.

Quant à nous, nous avons agi de façon à ne pas aggraver le conflit, organisant la vie de Goa et des autres districts d'accord avec les nouvelles circonstances, améliorant leur économie, développant leurs moyens, et en n'envenimant pas la dispute en quelque manière que ce soit. Convaincus que le premier-ministre s'est laissé impliquer dans un problème qu'il ne peut résoudre d'accord avec ses principes et sans porter préjudice aux intérêts de l'Union Indienne, nous en venons à lui demander de nous oublier, parce que contre l'évidence, ses insistances et celles de ses délégués ne peuvent convaincre le Monde d'un droit qu'ils n'ont pas. Que Goa soit une colonie ou une province, qu'elle jouisse de libertés plus ou moins grandes, pourrait nous créer des devoirs, à nous, mais non pas faire naître des droits en faveur de l'Union Indienne.

III

L'autre grand courant qui détermine l'ambiance mondiale d'aujourd'hui est celui du progrès économique et de l'augmentation du niveau de vie des populations, ce que traduit l'effort en vue de produire toujours plus de richesses et de distribuer tou-

jours mieux les richesses ainsi créées. La question étant ainsi posée, nous, moins que personne, pouvons faire obstacle aux buts qu'on se propose. Les philosophes ont beau de venir dire que cet ambitieux progrès économique et le procédé d'avancer indéfiniment en élevant le niveau de vie courent le risque de fixer aux aspirations humaines un but impossible à atteindre et de créer un état de malaise permanent, source de déséquilibre moral, ce qui, d'ailleurs, est loin de n'être qu'une supposition ou une appréhension. Je n'entrerai pas dans le débat, parce que sous son aspect le plus général, ce qui, pour le moment, importe est de savoir si on peut provoquer un fort accroissement de l'exploitation des richesses mondiales et satisfaire aux besoins de populations très nombreuses dépourvues de ce qui est indispensable pour vivre.

Nous traversons une époque de tels progrès techniques que les prodiges réalisés nous ont habitués à des audaces toujours plus grandes et les économistes ont été atteints de la contagion. La vie a l'habitude de couler plus doucement et d'apporter un correctif à nos ambitions; en outre, la question n'est pas seulement technique, mais aussi économique et politique, avec beaucoup de données qui ne sont pas à notre portée. Mais je tiens à être optimiste et à faire un acte de foi en ce que les enthousiasmes ne seront pas entièrement déçus.

Restreignons-nous à notre cas, qui est un petit point seulement de cette économie mondiale, mais qui, pour si petit qu'il soit, représente pour nous la vie.

Les vérifications statistiques et celles que chacun de nous est à même de faire par ses propres moyens d'observation confirment l'avance technique des dernières décennies, ici et dans les Provinces d'Outre Mer. Des discussions, on a vu qu'il résulte que personne ne se déclare content de ce qui s'est fait, ce qui peut exprimer un excellent état d'esprit, mais pour mettre un gouvernement devant ses responsabilités, il est nécessaire de savoir si, après avoir pesé toutes les conditions imposés par les circons-

tances, il pourrait faire davantage. La restriction applicable au passé doit, également, être appliquée à l'avenir.

Nous nous mouvons dans un cercle d'interdépendances que nous ne pouvons pas méconnaître et que nous ne sommes pas davantage libres d'éliminer. Dans le Monde, il n'y aura plus que trois pays qui, en cas de nécessité, pourraient s'isoler et construire leur économie, comme bon leur semblerait. Remplissant ces conditions je ne vois que les Etats Unis, la Russie et la Chine qui auraient la possibilité, ne regardant pas, dans tous les cas, aux restrictions et aux souffrances imposées aux populations, d'organiser leur économie nationale en ne tenant pas compte des facteurs extérieurs. Les autres, petits et grands, nous ne sommes pas dans ce cas, raison pour laquelle nous serons atteints plus ou moins durement par la façon dont joueront les systèmes avec lesquels nous sommes obligés d'être en rapports.

Ce qui revient à dire: l'indépendance économique comporte pas mal de limitations et, même si nous disposions de la technique et de tous les capitaux nécessaires, nous ne pourrions nous vanter de fixer et d'atteindre à notre guise nos buts et d'obtenir les résultats économiques et sociaux que nous désirons ardemment. L'économie peut même avoir à souffrir des entorses ou des influences contraires à nos désirs.

La technique et l'ambition d'arriver à une plus grande production sont en train de provoquer la création de grands espaces économiques, analogues à ceux auxquels j'ai fait allusion plus haut, et assis sur de grandes bases nationales. C'est ainsi, qu'indépendamment des raisons psychologiques et des intentions politiques qui sont à la base de sa création, on vient de former une petite Europe économique, ou le marché commun des six puissances d'au-delà des Pyrénées. Bien que la constitution intégrale et parfaite de ce marché tel que l'ont entrevu les puissances qui l'ont fondé, demande du temps et présente ses difficultés particulières, la vérité est que la création du marché commun ou, pour mieux dire, le début de son fonctionnement rompt, dès mainte-

nant, l'équilibre des relations existant avec les autres pays qui, à l'intérieur ou hors de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (O. E. C. E.), travaillent et font du commerce avec chacun des membres qui constituent ce marché. L'idée de créer une zone de commerce libre qui englobe le marché commun et la chaîne de pays qui d'une certaine manière l'entoure, doit être considérée comme une tentative de sauvegarder les intérêts de ces pays, sans porter atteinte aux progrès acquis quant à la liberté d'échanges et de liquidations internationales sur des bases pluri-térales et monétaires stables. De longues, de difficiles négociations devront être poursuivies afin de trouver le point de conciliation des nombreux intérêts en jeu. Sera-ce possible?

Dans ces âpres discussions auxquelles la propagande électorale a donné lieu, un plaisantin, parlant sérieusement, nous a accusé de ne pas connaître encore l'attitude à prendre à l'égard du marché commun. Vraiment non. Nous avons étudié avec attention et opiniâtreté tous les aspects de la question, avec les chiffres et les faits qui l'animent, mais connaître à fond en quoi consistent nos intérêts n'équivaut pas à tenir une garantie pour eux qui, pour une bonne part, dépendent du bon vouloir d'autrui.

Dès maintenant, une chose est certaine. Nous ne pouvons nous astreindre à laisser notre marché ouvert si les autres soumettent l'entrée de nos produits à des restrictions ou à des difficultés particulières; il ne sera pas davantage possible de procéder de telle sorte que soit interdit le développement qu'exigent les besoins et la vie de notre peuple.

De toute manière, pour être à hauteur du mouvement en cours, en dehors ou à l'intérieur d'une organisation quelle qu'elle soit, il est indispensable de révolutionner certains secteurs économiques en retard ou assoupis, de développer notre équipement industriel, de modifier, sous de nombreux aspects, notre régime du travail. Connaissant un peu nos possibilités, y compris le recours possible aux crédits étrangers, je ne pense pas que les plans de

mise en valeur, le prochain ou ceux qui le suivront, donnent entière satisfaction à toutes les aspirations que, sans tenir compte des circonstances, nous laissons se développer dans nos esprits. Quoi que l'on fasse, il continuera à y avoir des pauvres et des riches, des pays pauvres et des pays riches, des aspirations à prendre en considération, des besoins qui n'auront pas été satisfaits d'une manière convenable. Mais le désir véhément de progresser est un stimulant que je n'estime pas devoir mépriser; et les déficiences fourniront un aliment pour d'autres campagnes.

Encore un mot. Le développement de la richesse pourra, en théorie, favoriser uniquement ou presque uniquement l'Etat — il y a des exemples de cela; seulement ou presque seulement ceux qui ont déjà des moyens; ou bien tous, et surtout ceux qui ont les moyens les plus réduits. Suivant notre éthique, qui accepte des inégalités mais non des privilèges, un programme économique n'a pas de valeur uniquement par lui-même, sans tenir compte de l'usage de la richesse et de sa juste répartition.

Nous devons nous souvenir que les deux plus grandes préoccupations au jour d'aujourd'hui, ce qui inquiète particulièrement et torture les esprits, est le manque de sécurité pour le travail et le manque de sécurité pour le logement. Ce second problème ne paraît pas comporter une solution très difficile, si nous parvenons à le mettre convenablement en équation. Mais la sécurité pour le travail est à peu près impossible à garantir, si, en même temps, on désire sauvegarder, au bénéfice du travailleur, la liberté de choisir son activité, de restreindre ses aptitudes et de choisir le lieu de son travail. Aucun système connu n'a réussi à résoudre toutes ces difficultés dans le monde libre, mais il n'y a pas de doute que, lorsque l'activité économique est intense, l'insécurité n'existe pratiquement pas et les inquiétudes à ce sujet viennent à disparaître. En conséquence, l'intensification de la vie économique nous apportera indirectement ce que nous nous sentons incertains d'obtenir directement.

*
* *

Quant au présent aperçu, bien qu'il doive paraître à beaucoup léger ou superficiel — et à beaucoup d'égards, il le sera —, je désirerais qu'il m'aidât à convaincre le Pays de la gravité du moment que nous sommes en train de vivre et de l'ambiance générale dans laquelle il y aura lieu de défendre ses intérêts. On fait les plus grands efforts pour y voir clair dans les problèmes, mais l'époque est tellement troublée, la rapidité des événements est si grande et la confusion des idées est telle qu'on ne peut être certain ni de l'accord des esprits ni même qu'on ait compris notre façon de voir. Les temps que nous vivons sont difficiles et quelqu'un de l'opposition, apportant un jugement réfléchi sur la transcendance des problèmes, estima que le moment était venu d'en confier la solution à un gouvernement national.

Suivant la technique et la terminologie des partis un tel gouvernement est le fruit du concours que sont disposés à donner des représentants des divers partis ou groupements politiques, sans qu'on puisse lui garantir comme cela est surabondamment démontré, ni l'unité de direction ni la confiance nationale. Et tels sont les deux attributs qu'il conviendrait d'assurer à ce gouvernement, avant toutes choses.

J'ai une grande difficulté à comprendre ces combinaisons car je n'ai pas été formé de cette façon-là. A mon sens, tout gouvernement doit être national ou bien il n'existe pas : national, parce qu'il ne peut avoir d'autre but que de servir la Nation ; national, parce que même les groupes d'intérêts matériels ou moraux qui font partie de la Nation ne sont reconnus et défendus par lui qu'à la condition d'être d'accord avec l'intérêt commun et d'y être subordonnés ; national, parce qu'il est suffisamment assuré de la confiance et de l'appui que lui prête par sa compréhension et son obéissance spontanée, la Nation elle-même. Il est évident qu'on rencontre des désaccords secondaires, des idéologies inconciliables, des secteurs irréductibles et non convaincus dans la popu-

lation. Cela oblige à réfléchir mais non pas à s'arrêter, à condition qu'on puisse dire que la Nation, dans son ensemble, est consciente de la concordance de l'action gouvernementale avec l'intérêt de la collectivité.

Pour qu'il en soit ainsi, toutefois, pour obtenir la démonstration vivante de cette approbation ou de cette confiance — si elles existent — il ne suffit pas de considérer la victoire électorale comme certaine parce que, sous un prétexte ou sous un autre, l'opposition déserte les urnes. Si le jeu des institutions amène une consultation périodique, il est nécessaire d'y répondre d'une manière expresse, en votant.

Il y a beaucoup de personnes qui ne sont pas satisfaites? Mais, moi non plus, et pourtant, j'irai voter.



1-11-2

EDITIONS

S·N·I

LISBONNE

NB



EFG0000513700

S.N